

## Turquie

By *ekulesza*

Created 14/10/2010 - 17:12

Soumis par [ekulesza](#) [1] le 14 oct. 2010 - 17:12

Par **Nicolas Monceau**, chercheur associé au laboratoire PACTE (CNRS, Sciences Po Grenoble), chargé de cours à l'université de Fribourg

La politique intérieure turque se caractérise par une certaine stabilité sur le plan institutionnel : le gouvernement est dirigé par la même formation politique depuis 2002, le Parti de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), conforté au pouvoir lors des élections législatives de 2007 (47% des suffrages).

L'actualité politique a néanmoins été marquée par plusieurs crises au cours des années récentes. L'élection présidentielle de 2007, remportée par le candidat de l'AKP, Abdullah Gül, a provoqué une forte polarisation politique qui a opposé l'establishment laïc (armée, autorités judiciaires et formation kémaliste du Parti républicain du peuple, CHP) au parti gouvernemental. Le processus électoral a été émaillé, durant plusieurs mois, de pressions publiques des autorités militaires et de grandes manifestations populaires à travers le pays en faveur de la défense de la laïcité. En 2008, la Cour constitutionnelle a annulé une révision constitutionnelle levant l'interdiction du port du voile islamique dans les universités, et a engagé une procédure de dissolution de l'AKP pour activités anti-laïques qui a abouti à des sanctions financières. La crise économique qui a éclaté en 2008 a toutefois relégué au second plan les tensions liées à l'enjeu de la laïcité.

Le référendum constitutionnel organisé le 12 septembre 2010 sur le projet de « Constitution civile », qui visait à démocratiser la Loi fondamentale héritée du coup d'Etat militaire de 1980, a été un large succès pour le gouvernement de l'AKP : 58% des électeurs ont voté « oui ». L'AKP avait fait campagne seul en faveur de la révision de la Constitution, les kémalistes, les nationalistes et les Kurdes étant opposés à la réforme.

Le problème kurde, l'un des enjeux les plus importants auxquels est confrontée la Turquie sur le plan intérieur, connaît un regain de tension depuis le printemps 2010. L'« ouverture démocratique kurde », lancée durant l'été 2009 par le gouvernement, semble dans l'impasse, après l'interdiction par la Cour constitutionnelle de la formation pro-kurde du Parti de la société démocratique (DTP) et le retour des violences dans le sud-est de la Turquie.

La Turquie (76 millions d'habitants) dispose d'une population jeune (l'âge médian est de 27 ans), dynamique et majoritairement urbanisée. Plusieurs signes témoignent d'une évolution progressive des mentalités. Ainsi, la société civile entend jouer un rôle croissant dans la démocratisation du pays, en particulier sur la question arménienne (manifestations pour la reconnaissance du génocide arménien, demande d'excuses de la Turquie par des pétitions de « pardon ») et dans le problème kurde.

Les nouvelles orientations de la politique étrangère, impulsées par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davuto?lu, visent à redéfinir la position géostratégique du pays dans la région par une diplomatie d'influence. L'objectif proclamé de « zéro conflit avec les voisins », dans un environnement régional jusque-là caractérisé par de nombreuses tensions, s'est traduit par un rapprochement spectaculaire avec l'Arménie : les protocoles de Zurich, signés en octobre 2010, prévoient l'établissement de relations diplomatiques et la réouverture de la frontière entre les deux pays. Leur application demeure toutefois bloquée à ce jour.

Affichant la volonté d'incarner une nouvelle puissance régionale, la Turquie a entrepris de jouer un rôle de médiateur dans la crise du nucléaire iranien (contacts avec l'Iran et proposition (non suivie cependant par les grandes puissances) d'accord tripartite - Iran, Turquie, Brésil - sur un échange de combustible nucléaire en territoire turc. Le chef de l'Etat turc a plaidé pour un Moyen-Orient

dénucléarisé lors de la 65e Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2010. Ankara s'est rapproché des pays avoisinants avec lesquels il entend intensifier ses relations économiques sous la forme de partenariats stratégiques ainsi qu'avec l'Afrique. Enfin, engagée dans deux projets de gazoducs - l'un européen (South Stream), l'autre russe (Nabucco) - qui visent à approvisionner l'Europe depuis la mer Caspienne et la Russie *via* son territoire, la Turquie se trouve au centre de grands enjeux énergétiques.

Le pays connaît parallèlement des tensions avec Tel Aviv, jusque-là allié stratégique, depuis l'offensive israélienne de décembre 2008-janvier 2009 dans la bande de Gaza et de l'intervention de l'armée israélienne contre la flottille internationale chargée d'aide pour Gaza le 31 mai 2010.

La volonté de la Turquie d'assumer un rôle de leadership dans son nouvel environnement géostratégique suscite des inquiétudes en Europe où l'on craint qu'Ankara se tourne vers d'autres partenaires. L'adhésion à l'Union européenne est pourtant toujours affichée comme une priorité par le gouvernement turc. La cause européenne semble néanmoins avoir perdu de sa popularité auprès de l'opinion publique au bénéfice d'une coopération plus avancée avec le monde musulman.

Les élections législatives prévues en juin 2011 figurent parmi les principaux événements politiques à venir. Le Premier ministre Erdoğan, qui s'était beaucoup investi dans la campagne, est sorti renforcé du référendum de septembre 2010 tandis que son parti est désormais en position de force pour aborder les prochaines élections. Cette victoire de l'AKP a aussi relancé le débat sur le passage du régime parlementaire à un système semi-présidentiel, auquel Erdoğan est favorable et qui lui permettrait de rester au pouvoir en étant élu président. Un nouveau référendum pourrait être organisé sur cette question dans les prochains mois.

L'opposition laïque et républicaine apparaît en position de retrait. Le parti kémaliste CHP ne parvient pas à incarner une position démocratique crédible après huit années de gouvernement de l'AKP. Quant aux autorités militaires, elles semblent avoir beaucoup perdu de leur autorité comme de leur influence sur la vie politique.

La position de la Turquie sur la scène internationale paraît également renforcée après le succès du référendum, l'AKP disposant d'une plus grande légitimité pour demander une accélération des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (au total, 13 chapitres sur un total de 35 ont été ouverts depuis le lancement des négociations en octobre 2005).

Enfin, les perspectives économiques du pays sont jugées positives par les institutions et organisations internationales. Le dynamisme du marché turc, notamment pour les ventes automobiles, en ferait la « Chine de l'Europe ». Le taux de croissance de l'économie devrait varier entre 7% et 8% en 2010, selon le ministre turc du Commerce extérieur. D'après les prévisions de l'OCDE, l'activité économique s'est vivement redressée depuis le deuxième trimestre de 2009, grâce à de bonnes performances à l'exportation, tandis que le PIB devrait augmenter de 6,8% en 2010 et de 4,5 % en 2011, soit la plus forte croissance en Europe. Le taux de chômage demeure cependant élevé (11% en août 2010).

Pour les dix-huit prochains mois, nous prévoyons une situation stable sur le plan politique, favorable sur le plan économique ; le risque politique et social se situant entre les niveaux moyen et faible.

**Risque politique et social année N:** moyen

**Evolutions à venir sur les 18 mois année N:** évolution favorable

- [adhésion](#) [2]
- [influence](#) [3]
- [islamique](#) [4]
- [kurde](#) [5]
- [laïc](#) [6]
- [puissance régionale](#) [7]
- [référendum](#) [8]
- [Turquie](#) [9]

- [UE](#) [10]

- [adhésion](#)
- [influence](#)
- [islamique](#)
- [kurde](#)
- [laïc](#)
- [puissance régionale](#)
- [référendum](#)
- [Turquie](#)
- [UE](#)

**Source URL:** <http://omer.sciences-po.fr/?q=fiche-pays/turquie>

**Links:**

- [1] <http://omer.sciences-po.fr/?q=users/ekulesza>
- [2] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/adh%C3%A9sion>
- [3] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/influence>
- [4] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/islamique>
- [5] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/kurde>
- [6] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/la%C3%AFc>
- [7] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/puissance-r%C3%A9gionale>
- [8] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/r%C3%A9f%C3%A9rendum>
- [9] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/pays/turquie>
- [10] <http://omer.sciences-po.fr/?q=category/mots-clefs/ue>